FO la force syndicale
FO DGFiP SYNDICAT NATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES
988
Section de la NOUVELLE-CALÉDONIE
Direction des Finances Publiques
4 rue Paul Montchovet - "Waruna 1" - BP E4
98848 NOUMEA CEDEX
00-00-27-92-00
fo.caledonie@dgfip.finances.gouv.fr
N°11/2021

Pouvoir d'achat, rémunération des agents publics et perspectives d'avenir : la méthode MACRON

La question des suppressions de postes dans la fonction publique sera probablement au coeur de la campagne présidentielle comme le prouvent les propos tenus par le président de la République, Emmanuel Macron, mercredi 15 décembre, lors d'un entretien fleuve :

« Il faut un État plus efficace, mais il faut du sérieux. Ce n'est pas vrai que le cœur des économies, à l'échelle de cinq ou dix ans, sera dans la réduction du nombre de fonctionnaires, ce le sera pour partie en modernisant l'État. On parle de femmes et d'hommes, expliquer que le destin de l'État, c'est de les sabrer comme si c'était des petits bâtonnets, je trouve ça toujours étrange, ce sont des femmes et des hommes qui se sont engagés pour servir le public"

Avec 1506 suppressions d'emplois pour 2022 à la DGFIP, soit plus de 20 000 emplois supprimés sur les 20 dernières années, les propos électoralistes du Président sonnent bien creux surtout qu'il avait lui-même promis en 2017 de supprimer 50 000 postes dans la fonction publique d'État durant son quinquennat. Un objectif finalement abandonné à la suite de la crise des "gilets jaunes" et de la crise sanitaire!

Le gouvernement Macron n'est guère plus sensible au pouvoir d'achat des fonctionnaires puisque la Ministre DE MONTCHALIN a clairement refusé une augmentation de la valeur du point d'indice pour se focaliser sur l'amélioration des traitements minimum et des bas salaires de la fonction publique : il s'agit simplement d'une obligation due à l'augmentation du SMIC en dessous duquel aucun fonctionnaire ne devrait être payé !

La Ministre annonçait même fièrement le 5 juillet « assumer la rupture avec les augmentations générales du point d'indice ».

Ce quinquennat MACRON aura donc été le seul a geler la valeur du point d'indice durant sa durée.

C'est pourquoi F.O Fonction Publique (et depuis, également les autres organisations syndicales représentatives) a choisi de quitter la Conférence sur les perspectives salariales lancée par la Ministre début juillet parce qu'elle refusait de discuter du pouvoir d'achat et des carrières.

Et voici même qu'aujourd'hui, la Ministre souhaiterait reprendre en 2022 une négociation sur ces thèmes sans préciser si elle aura lieu avant ou après les élections !

Voilà un bel aveu d'échec d'une politique salariale basée sur de fausses concertations qui aboutit aux pertes de pouvoirs d'achat que nous connaissons et à la dévalorisation de nos carrières.

F.O Fonction Publique appelle à rouvrir de véritables négociations salariales annuelles prévue dans le Statut Général des fonctionnaires, au maintien d'une valeur unique du point d'indice dans toute la fonction publique, au rattrapage de perte de pouvoir d'achat, à l'indexation du point d'indice sur l'inflation et à un déroulement de carrières et des débouchés satisfaisants pour tous les agents.